

  <p><i>Unité Territoriale Gaud-Lozère Subdivision ICPE Gaud-Sud 362, rue Georges Besse 30035 NIMES CEDEX 1</i></p>	<p align="center">RAPPORT DE VISITE D'INSPECTION</p>		
<p>Équipe d'inspection</p>	<p>Société: Société Ol manufacturing France Lieu-dit « les Bouillens » Route de Vauvert 30310 VERGEZE</p> <p>Activité: Fabrication de bouteilles en verre</p> <p>Type de visite</p> <p><input type="checkbox"/> Approfondie <input checked="" type="checkbox"/> Courante <input type="checkbox"/> Rapide</p>	<p>Régime (A)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> prioritaire <input type="checkbox"/> à enjeux <input type="checkbox"/> autre (Déclaration)</p> <p>Date de la visite</p> <p align="center">17 juillet 2014</p>	
<p>Représentants de l'exploitant</p> <p>M. Paresys : Directeur</p> <p>M. Crumière : en charge des secteurs Composition / Fusion NRJ et Environnement</p> <p>M. Gache : Animateur sécurité / Environnement</p> <p>M. Loustalot : Responsable atelier mécanique générale / utilités</p>	<p>Circonstances</p> <p><input type="checkbox"/> Programmée (Plan Pluriannuel de Contrôle) <input type="checkbox"/> Inopinée <input checked="" type="checkbox"/> Circonstancielle - Préciser : - Prise de contact après prise de poste OB à l'UT 30. - suivi de l'AP de MED du 12/11/2013 - suivi de l'APC du 14/01/14</p>	<p>Date de rédaction du rapport</p> <p align="center">18 juillet 2014</p>	

La visite avait pour principal objectif de faire un point précis de l'application des dispositions de :

- l'arrêté préfectoral portant mise en demeure n°BPE/LBA-DL/2013-1216 du 12/11/2013 ;
- l'arrêté préfectoral actualisant les prescriptions techniques applicables à l'exploitation de l'usine de fabrication de bouteilles en verre n°BPE/LBA-DL/2014 du 14 janvier 2014.

1. Présentation de l'établissement :

La verrerie est installée route de Vauvert à Vergèze depuis 1974 (date de mise en service du 1er four). Elle fournit essentiellement en bouteilles en verre, l'usine voisine d'embouteillage de Nestlé Waters France (Perrier). Elle est, à ce jour, réglementée par l'arrêté préfectoral n° 08.153 N du 30 décembre 2008.

Les activités de fabrication de verre relèvent de la directive 2010-75UE dite « IED » qui impose à ce type d'installation, la mise en place des meilleures techniques disponibles pour leur exploitation, notamment la mise en place d'une organisation et des moyens adaptés à une gestion environnementale renforcée, incluant dans une démarche de type « amélioration continue », la vérification périodique du respect des obligations réglementaires.

Le site a été repris depuis août 2011 par le groupe OWENS ILLINOIS qui exploite 8 autres sites de production de verre en France.

Les installations comprennent essentiellement :

- un four à verre sodo-calcique, fonctionnant au gaz naturel et en oxycombustion, couplé à 3 lignes de production de bouteilles en fonctionnement (une 4^{ème} ligne est à l'arrêt faute de marché); ce four a été reconstruit en 2001 et sa durée vie est estimée à 2020 ;
- une installation de traitement des fumées utilisant une installation de récupération d'énergie et un filtre à manche ;
- une chaufferie de production d'eau surchauffée fonctionnant au gaz naturel ;
- des installations de broyage, mélange, dosage et préparation des produits minéraux entrant dans la composition du verre ;
- des tours d'aéroréfrigération (TAR) ;
- des installations de compression d'air.

Le site emploie actuellement 135 personnes.

2. Arrêté préfectoral portant mis en demeure du 12/11/2013 :

Lors de la visite d'inspection du 08 octobre 2013, plusieurs non-conformités aux dispositions réglementaires ont été relevées.

En conséquence, monsieur le préfet du Gard a mis en demeure l'exploitant, pour le fonctionnement de son usine de fabrication de bouteilles en verre, implantée sur la commune de VERGEZE, de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral n° 08.153 N du 30 décembre 2008 :

2.1 Notification de changement d'exploitant :

La société OI MANUFACTURING FRANCE avait repris l'exploitation du site de la verrerie en août 2011 sans en faire la déclaration à monsieur le préfet du Gard conformément à l'article R.512-68 du Code de l'environnement.

Par courrier du 12 novembre 2013, M. Thierry PARESYS, directeur, a effectué cette déclaration dont il a été pris acte.

Les dispositions du point 2.1 de l'arrêté préfectoral portant mis en demeure susvisé sont respectées.

2.2 Notification de changement d'exploitant (art 9.3.2 AP autorisation) :

L'exploitant ne communiquait pas à l'inspection des installations classées les résultats de son autosurveillance des rejets (eaux industrielles et effluents gazeux).

Depuis le début de l'année 2014, l'exploitant envoie bien trimestriellement ces résultats à l'inspection.

Les dispositions du point 2.2 de l'arrêté préfectoral portant mis en demeure susvisé sont donc respectées.

2.3 Rapport d'incident:

L'exploitant n'avait pas adressé à l'inspection des installations classées le rapport prévu à l'article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 30 décembre 2008 susvisé précisant les circonstances, les causes et les conséquences de l'incident survenu à l'été 2013 sur l'installation de traitement des effluents gazeux du four.

Ce rapport a été transmis en octobre 2013 à l'inspection des installations classées et a permis d'initier un projet de fiabilisation des installations de traitement (toujours en cours d'étude et d'instruction).

Les dispositions du point 2.3 de l'arrêté préfectoral portant mis en demeure susvisé sont donc respectées.

2.4 Installations électriques :

L'exploitant n'avait pas justifié du respect des dispositions de l'article 7.3.6 de l'arrêté préfectoral du 30 décembre 2008 susvisé en adressant à l'inspection des installations classées un échéancier motivé de remise en conformité des installations électriques.

Lors de la visite, il a été constaté que l'exploitant avait établi un programme prévisionnel de mise en conformité des installations électriques et qu'il était dans l'attente de l'attribution d'un budget pour le réaliser. Le montant de l'investissement est très élevé (environ 2 millions d'euros) et devrait donc être réparti sur plusieurs années.

Les dispositions du point 2.4 de l'arrêté préfectoral portant mis en demeure susvisé ne sont donc pas respectées.

Toutefois, compte-tenu de l'importance des travaux à réaliser par l'exploitant, le délai d'un mois imposé dans cet arrêté n'est manifestement pas adapté à la mise en conformité des installations. Par ailleurs, le zonage ATX (Atmosphères Explosives) de l'établissement doit être révisé par l'exploitant, ce qui pourrait impacter la nature des travaux à réaliser.

En conséquence, nous avons demandé à l'exploitant de nous communiquer, **avant le 30 septembre 2014**, le programme définitif de mise en conformité ainsi que l'engagement formalisé de réalisation des travaux. Sur la base de ces informations, nous proposerons les suites adaptées.

Les dispositions du point 2.4 de l'arrêté préfectoral portant mis en demeure susvisé ne sont donc plus pertinentes.

2.5 Système de management environnemental :

L'exploitant devait justifier du respect de l'article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 30 décembre 2008 susvisé en mettant en place le système de management environnemental qui devait garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du Code de l'environnement.

Lors de la visite, il a été constaté que l'exploitant avait mis en place un tel système de management environnemental. L'objectif de l'exploitant est de faire certifier ce système avant la fin de l'année 2014.

Les dispositions du point 2.5 de l'arrêté préfectoral portant mis en demeure susvisé sont donc respectées.

2.6 Rejets atmosphériques et mesures de poussières:

L'exploitant devait :

- justifier du respect des valeurs limites d'émissions fixées pour chaque polluant par l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 30 décembre 2008 susvisé ;
- garantir un maximum de 250 heures d'indisponibilités des dispositifs de traitement des rejets atmosphériques ;
- déclarer et commenter les dépassements des valeurs limites d'émissions dans l'air ;
- justifier de la mise en place d'une mesure en continu des poussières dans ses rejets atmosphériques.

Lors de la visite, il a été constaté :

- qu'une mesure en continu des poussières est bien réalisée ;
- que les résultats de cette mesure sont désormais transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées accompagnés de commentaires et explications en cas de dépassements ;
- que malgré le dépassement sur l'année 2014 de la durée maximale d'indisponibilité autorisée pour les installations de traitement des fumées du four (non fonctionnement jusqu'à fin février 2014), ces derniers sont désormais rendus opérationnels. Les derniers résultats d'autosurveillance (1^{er} trimestre 2014) des rejets dans l'air montre d'ailleurs que ces dispositifs sont efficaces en ce qui concerne les rejets en poussières depuis le 25 février 2014 (hormis les 17, 23 et 27 mars 2014 pour causes techniques).

Les dispositions des points 2.6 et 2.8 de l'arrêté préfectoral portant mis en demeure susvisé sont donc respectées.

2.7 Contrôle du dispositif de mesure en continu des poussières :

L'exploitant devait faire réaliser, par un organisme tiers compétent, un contrôle et essai ainsi qu'un étalonnage complet du dispositif de mesure en continu des poussières

Ce contrôle a été réalisé par l'organisme APAVE au courant du mois de mars 2014.

Les dispositions du point 2.9 de l'arrêté préfectoral portant mis en demeure susvisé sont respectées.

Toutefois, il a été identifié une difficulté technique pour étalonner précisément le dispositif de mesure sur une plage de fonctionnement élargie permettant de mesurer la teneur en poussières dans le rejet de la cheminée avec et sans traitement par le filtre à manche.

Considérant que l'historique du fonctionnement du filtre à manche démontre une très grande fiabilité de ce dispositif, l'exploitant doit analyser les préconisations de l'organisme APAVE et **transmettre au plus tard le 30 septembre 2014 ses propositions** techniques à l'inspection des installations classées.

3. Arrêté préfectoral complémentaire du 14 janvier 2014 :

Par arrêté préfectoral du 14 janvier 2014, monsieur le préfet du Gard a demandé à l'exploitant de :

- réaliser, sous 3 mois, un audit complet de l'ensemble des installations nécessaires au traitement des fumées de la verrerie (de la sortie du four jusqu'à la cheminée), établi par un organisme tiers compétent :

La société GEA Process Engineering a réalisé cet audit (rapport du 08 avril 2014) qui a permis d'évaluer l'adéquation de la conception, de la construction, de l'exploitation et des modifications intervenues sur les installations de traitement des fumées, vis-à-vis de leurs fonctions techniques et réglementaires et des contraintes de procédés. Elle a proposé des

pistes d'améliorations techniques actuellement étudiées par l'exploitant.

- communiquer, sous 6 mois, une étude technico-économique pour la fiabilisation des installations de traitement des fumées comprenant un échéancier dûment justifié pour la mise en place des équipements et organisations indispensables au maintien de leurs performances :

L'exploitant nous a transmis un tableau présentant ses observations techniques aux différentes pistes d'améliorations techniques définies par la société GEA Process Engineering. Nous avons échangé avec l'exploitant sur ces observations en rappelant que l'objectif prioritaire était la fiabilisation de l'installation de traitement des fumées. L'exploitant travaille, en prenant en compte nos observations, sur l'établissement de **l'étude technico-économique qui sera remise au plus tard le 30 septembre 2014.**

4. Autres points abordés lors de la visite :

4.1 Régime réglementaire de l'installation de récupération de chaleur :

L'installation de traitement des fumées comporte un récupérateur de chaleur appelé « chaudière de récupération ». L'exploitant a indiqué que ce récupérateur était assimilé, au titre de la réglementation applicable aux équipements sous pression, à un générateur de vapeur.

Nous avons demandé à l'exploitant de vérifier ce classement auprès de l'organisme habilité qui réalise les contrôles périodiques et de nous informer des conclusions.

4.2. Dossier de réexamen et rapport de base (IED) :

Les conditions d'autorisation des installations de l'exploitant doivent être réexaminées et, si nécessaire, actualisées conformément aux dispositions de l'article L. 515-28 du Code de l'Environnement.

A ce titre, nous avons demandé à l'exploitant de nous remettre, **au plus tard le 30 septembre 2014 :**

- le dossier de réexamen conforme aux dispositions de l'article R.515-72 du Code de l'environnement ;
- le rapport de base visé par l'article R.515-59 du Code de l'environnement.

5. Conclusions de la visite :

Considérant ce qui précède, nous proposons à monsieur le préfet du Gard :

- de **lever la mise en demeure**, objet de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure n°BPE/LBA-DL/2013-1216 du 12/11/2013 et d'en informer l'exploitant ;
- de demander par courrier à l'exploitant de nous communiquer, **avant le 30 septembre 2014 :**
 - le programme définitif de mise en conformité des installations électriques ainsi que l'engagement formalisé de réalisation des travaux ;
 - ses propositions techniques de modifications ou améliorations du dispositif de mesure en continu des poussières (cheminée four) ;
 - l'étude technico-économique conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral actualisant les prescriptions techniques applicables à l'exploitation de l'usine de fabrication de bouteilles en verre n°BPE/LBA-DL/2014 du 14 janvier 2014 ;
 - le dossier de réexamen et le rapport de base (directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, appelée directive IED) conformes notamment aux dispositions des articles R515-72 et R515-59.

Conformément aux dispositions des articles L. 171-6, L. 171-7, L. 514-5 et L. 541-3 du code de l'environnement, ce rapport est adressé par l'inspection des installations classées à l'exploitant qui pourra présenter, sous quinzaine, ses éventuelles observations par voies écrites ou orales, à la préfecture du Gard.

Nous proposons d'adresser le présent rapport à monsieur le préfet du Gard, bureau de l'environnement.